

Déclaration de confidentialité candidats-locataires

La Sambrienne est profondément attachée au respect de la vie privée et accorde une grande importance à la protection des données à caractère personnel qu'elle est amenée à traiter dans le cadre de l'exécution de ses activités et de ses missions d'intérêt public en tant société de logement de service public agréée par la Société wallonne du Logement.

Lorsqu'elle est amenée à traiter des données à caractère personnel, La Sambrienne s'engage donc à le faire de manière licite, loyale et transparente conformément aux dispositions réglementaires applicables en la matière, dont le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (ci-après, le « RGPD ») et la loi du 30 juillet 2018 relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel.

Par la présente déclaration de confidentialité, La Sambrienne souhaite informer le lecteur de manière claire et précise sur la façon dont les données à caractère personnel sont ou seront traitées dans le cadre de la candidature à un logement de La Sambrienne.

Pour plus de clarté, la présente déclaration de confidentialité est rédigée sous forme de questions et de réponses.

A. Qui est le responsable du traitement des données à caractère personnel ? Ou, qui détermine « pourquoi » et « comment » des données seront traitées ?

Le responsable du traitement des données est la société de logement de service public « La Sambrienne ». Il s'agit d'une société à responsabilité limitée agréée par la Société wallonne du Logement sous le numéro 5440.

Coordonnées complètes :

La Sambrienne SRL

Société de logement de service public agréée par la Société wallonne du Logement (SWL) sous le numéro d'agrément 5440

Activité réglementée par le Code wallon de l'habitation durable

Adresse du siège social : Boulevard Jacques Bertrand 48 à 6000 Charleroi

Numéro d'entreprise : 0401.661.459

Numéro TVA : BE0401.661.459

Tél : 071/272.000

E-mail : info@lasambrienne.be

B. Qui est le délégué à la protection des données (DPO) ?

La Sambrienne a désigné un délégué à la protection des données (ci-après « DPO »). La DPO a notamment pour mission de conseiller le responsable du traitement et de contrôler le respect du RGPD. Il est également la personne de contact pour répondre aux questions quant à l'application du RGPD.

La personne concernée peut le contacter par courrier électronique à l'adresse dpo@lasambrienne.be ou par simple courrier à l'adresse de La Sambrienne reprise ci-avant.

C. Les finalités et les bases juridiques du traitement

Ou, pourquoi traitons-nous des données et sur quelles bases légales le faisons-nous ?

Dans le cadre de la gestion de la candidature à un logement social, La Sambrienne traite ou sera amenée à traiter des données à caractère personnel du candidat à un logement (le candidat-locataire) et des membres de son ménage pour atteindre les finalités suivantes :

- Examiner la recevabilité de la candidature ;
- Vérifier si les conditions d'admission pour bénéficier d'un logement social sont remplies (à l'inscription et à la mise à jour) ;
- Vérifier si les conditions d'admission pour bénéficier d'un loyer équilibré sont remplies ;
- Déterminer la catégorie de revenus pour l'attribution du logement social ;
- Déterminer la catégorie de revenus afin de calculer le montant du loyer ;
- Éditer les listes d'attribution pour le comité d'attribution ;
- Assurer le suivi des attributions réalisées par le comité d'attribution ;
- Si nécessaire, effectuer le renouvellement de la candidature et vérifier que le candidat-locataire répond toujours aux conditions d'accès au logement ;
- Si nécessaire, radier la candidature à un logement.

Les données à caractère personnel collectées dans ce cadre sont nécessaires au respect des obligations légales¹ auxquelles La Sambrienne est soumise, ainsi qu'à l'exécution d'une mission d'intérêt public ou relevant de l'exercice de l'autorité publique² dont elle est investie, à savoir l'application de la réglementation en matière de logement social³.

D. Les catégories de données à caractère personnel traitées

Ou, de quelles catégories de données disposons-nous ?

Dans le cadre de la candidature à un logement social, La Sambrienne est notamment amenée à traiter les catégories de données à caractère personnel suivantes :

- Données d'identification personnelle (nom et prénom, adresse de résidence principale, numéro de téléphone) ;
- Numéro de registre national ;

¹ Article 6.1.c) du RGPD

² Article 6.1.e) du RGPD

³ Les principaux textes en lien avec la législation en matière de logement social sont les suivantes :

- Arrêté du Gouvernement wallon du 06 septembre 2007 organisant la location des logements gérés par la Société wallonne du Logement ou par les sociétés de logement de service public, modifié par les Arrêtés du gouvernement wallon du 17.07.2008, 19.12.2008, 29.01.2010, 19.07.2012 et du 04.10.2012 ;
- Code wallon de l'habitation durable : La SWL exerce sa mission selon les orientations définies dans le Code wallon de l'habitation durable (articles 86 à 129) et dans le Contrat de gestion conclu avec le Gouvernement wallon. L'ensemble des règles qui régissent les activités et le fonctionnement des SLSP sont définies dans le Code wallon de l'habitation durable (articles 130 à 174 bis) et ses arrêtés d'exécution, ainsi que dans les statuts de chacune des sociétés.

- Caractéristiques personnelles (lieu et date de naissance, sexe, état civil, nationalité, date et lieu de décès) ;
- Profession ;
- Mentions handicap : numéro national de la sécurité sociale, date d'effet de reconnaissance du handicap, date de fin d'effet de la reconnaissance (si non permanente et définitive), caractère de l'invalidité/incapacité de travail (permanente, définitive et/ou à durée déterminée ou indéterminée) (*) ;
- Situation administrative (existence du certificat d'identité et de signature, cohabitation légale, mariage) ;
- Composition du ménage, lien de parenté ;
- Numéro d'identification de la sécurité sociale du candidat-locataire ;
- Moyens financiers (total des revenus imposables globalement, total des revenus imposables distinctement, rentes alimentaires perçues (dans le cas où elles sont déclarées par le contribuable), rentes alimentaires versées, allocations familiales, ...) ;
- Information sur la « propriété » de la personne (un candidat-locataire ne peut pas être propriétaire) ;
- (Le cas échéant) données spécifiques relatives à une demande « article 23 » (*).

En toute circonstance, La Sambrienne s'engage à ne collecter et à ne traiter des données à caractère personnel que dans la mesure où cela est strictement nécessaire pour l'accomplissement d'une des finalités énoncées dans la présente déclaration de confidentialité et/ou dans le cadre de ses missions d'intérêt public.

Dès lors, la fourniture et l'exactitude des données à caractère personnel portées sur les différents supports s'avère nécessaire pour la gestion du dossier de candidature. La non-fourniture et/ou l'inexactitude des données à caractère personnel de la part d'un candidat-locataire pourrai(en)t avoir comme conséquence l'impossibilité pour La Sambrienne de donner suite favorable à sa demande de logement.

Le traitement des catégories particulières de données, identifiées par un astérisque (*), est en principe interdit. Cette interdiction de principe ne s'applique toutefois pas à La Sambrienne lorsque les données sont traitées dans le cadre de ses missions d'intérêt public.⁴

E. Les sources d'où proviennent les données

Où, d'où proviennent les données que nous traitons ?

Les données à caractère personnel de la personne concernée sont portées à notre connaissance directement par le candidat-locataire à un logement lorsqu'il nous transmet le formulaire unique de candidature complété.

Certaines données à caractère personnel sont également portées à notre connaissance de manière indirecte notamment lorsque le candidat-locataire a marqué un choix pour notre société de logement auprès d'une autre société de logement de référence, ainsi qu'auprès de sources authentiques publiques auxquelles La Sambrienne a accès dans le cadre de ses missions d'intérêt public.

A cet égard, n'hésitez pas à également consulter la convention de cotraitance des données qui figurent sur notre site web sous l'onglet « vie privée »⁵.

⁴ Article 9.2.b) du RGPD

⁵ <https://www.lasambrienne.be/vie-privee/>

F. Les catégories de destinataires

Ou, qui aura accès aux données à caractère personnel ?

Les destinataires des données à caractère personnel sont les suivants :

- Nos services internes amenés à traiter la demande d'attribution d'un logement ;
- Le comité d'attribution des logements de La Sambrienne ;
- D'autres sociétés de logement de service public (par exemple si vous avez marqué un intérêt pour d'autres sociétés de logement lors de votre inscription) ;
- Des administrations et des services publics (Société wallonne du Logement, CPAS partenaires, ...) dans le cadre de leurs missions d'intérêt public ;
- Des organismes d'aide sociale partenaires ;
- Les autorités judiciaires et certaines professions réglementées, telles que les avocats ou les huissiers de justice ;
- Nos prestataires de services informatiques externes ;
- Les services postaux ;
- Le cas échéant, les conseillers professionnels ou représentants légaux des candidats-locataires.

G. La durée de conservation des données à caractère personnel

Ou, combien de temps conservons-nous les données ?

Les données à caractère personnel sont conservées pendant toute la durée de la candidature, renouvelée et confirmée chaque année par le candidat-locataire.

En cas de radiation de la candidature, conformément aux situations prévues par l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 septembre 2007 organisant la location des logements gérés par la Société wallonne du Logement ou par les sociétés de logement de service public (par exemple : non-renouvellement annuel de la demande, refus à deux reprises des propositions de logements, etc.), les données à caractère personnel du candidat-locataire et des membres de son ménage sont conservées pendant une période de 5 ans après la date de radiation de son dossier, sous réserve de l'application d'autres lois en vigueur.

En cas d'admission de la candidature et/ou d'acceptation d'un logement, les données à caractère personnel du candidat-locataire et des membres de son ménage sont conservées pendant une période de 5 ans après la fin du contrat de bail, sous réserve de l'application d'autres lois en vigueur.

Les données sont ensuite, soit transférées aux Archives de l'État, soit éliminées conformément aux dispositions de la loi relative aux archives du 24 juin 1955 (modifiée par la loi du 19 mai 2009) et/ou au respect du principe de limitation de la conservation de données prévu par le RGPD.

Il est précisé que l'ensemble de ces données à caractère personnel peuvent toutefois être conservées plus longtemps que les durées mentionnées au sein de cet article :

- soit après obtention de l'accord de la personne concernée ;
- soit, sous forme d'archives, pour répondre aux obligations légales et réglementaires éventuelles qui s'imposent à La Sambrienne, ou encore pendant les délais légaux de prescription ou d'opposition.
- soit encore, sous forme de réutilisation à des fins historiques, statistiques ou de recherche.

H. Quels sont les droits de la personne concernées ?

La Sambrienne a mis en place des dispositifs de protection des données à caractère personnel adaptés pour veiller à ce que les données soient utilisées conformément aux finalités ci-dessus et pour assurer leur exactitude et leur mise à jour.

En vertu du RGPD, La Sambrienne traite les données à caractère personnel de manière transparente. Cette transparence se traduit par l'information qui est fournie notamment par la présente déclaration de confidentialité.

La personne concernée dispose de droits lui permettant de contrôler ses données à caractère personnel :

Droit d'accès :	Il s'agit du droit d'obtenir, sur demande, de l'information sur les données à caractère personnel que La Sambrienne détient sur la personne concernée.
Droit de rectification :	Il s'agit du droit de demander la rectification, dans les meilleurs délais, des données à caractère personnel qui seraient inexactes, ainsi que le droit de demander qu'elles soient complétées.
Droit à l'effacement	Dans certaines hypothèses, il s'agit du droit de la personne concernée de demander l'effacement de ses données à caractère personnel. C'est notamment le cas si : <ul style="list-style-type: none">- les données à caractère personnel ne sont plus nécessaires au regard des finalités pour lesquelles elles avaient été collectées ou traitées par le responsable du traitement ;- les données à caractère personnel ont fait l'objet d'un traitement illicite.
Droit à la limitation du traitement	Dans certaines hypothèses, il s'agit du droit de la personne concernée d'obtenir de La Sambrienne, responsable du traitement, la limitation du traitement de ses données à caractère personnel, conformément à la législation applicable en matière de protection des données. À titre d'exemple, lorsque l'exactitude des données à caractère personnel est contestée par la personne concernée, le traitement des données pourrait être limité pendant une durée permettant au responsable du traitement de vérifier leur exactitude.
Droit à la portabilité des données	Pour autant que de besoin, il s'agit du droit de la personne concernée de recevoir ses données à caractère personnel dans un format structuré, couramment utilisé et lisible par machine, dans les conditions prévues par la législation applicable en matière de protection des données.
Droit de ne pas faire l'objet d'une décision fondée exclusivement sur un traitement automatisé	Il s'agit du droit de la personne concernée de ne pas faire l'objet d'une décision fondée exclusivement sur un traitement automatisé, produisant des effets juridiques la concernant ou l'affectant de manière significative de façon similaire.
Droit d'opposition	Il s'agit du droit de la personne concernée de s'opposer à tout moment, pour des raisons tenant à sa situation particulière, au traitement de ses données à caractère personnel si le traitement est fondé sur l'article 6, § 1, e) (mission d'intérêt public ou relevant de l'exercice de l'autorité public) du RGPD. Dans ce cas, un examen de

proportionnalité sera effectué entre les missions d'intérêt public de La Sambrienne et les intérêts de la personne concernée.

Pour autant que le traitement se fonde sur le consentement, la personne concernée a le droit de retirer son consentement à tout moment, sans que cela ne porte toutefois atteinte à la licéité du traitement fondé sur le consentement effectué avant le retrait de celui-ci.

Pour de plus amples informations ou pour exercer ses droits, nous invitons la personne concernée à nous contacter par mail à l'adresse rgpd@lasambrienne.be.

I. Le droit d'introduire une réclamation auprès d'une autorité de contrôle

La Sambrienne met tout en œuvre pour traiter les demandes et pour donner suite à l'exercice des droits des personnes concernées dans les meilleurs délais.

Au cas où notre réponse ne donnerait pas satisfaction à la personne concernée, celle-ci a le droit d'introduire à tout moment une demande d'information, de médiation ou une plainte auprès de l'Autorité de protection des données (APD).

Pour ce faire, des formulaires spécifiques sont disponibles sur le site internet de l'APD qu'il est demandé de renvoyer :

- Soit par courrier à l'adresse Rue de la Presse 35 à 1000 Bruxelles,
- Soit directement via leur site internet (<https://autoriteprotectiondonnees.be>).

J. Les données sont-elles transmises à l'étranger ?

▪ Transfert de données au sein de l'Espace Economique Européen

Pour les nécessités de certaines activités de traitement, certaines données sont transférées au sein de l'Espace Economique Européen. Au sein de l'Espace Economique Européen, les données à caractère personnel bénéficient du même niveau de protection.

▪ Transfert de données hors de l'Espace Economique Européen

Pour les nécessités de certaines activités de traitement, certaines données à caractère personnel sont transférées en dehors de l'Espace Economique Européen. Nous transférons les données à caractère personnel et/ou octroyons l'accès à celles-ci à un sous-traitant, prestataire ou tiers situé dans des États non-membres de l'Espace Economique Européen uniquement lorsque :

- Il se situe dans un état qui assure un niveau de protection adéquat en vertu d'une décision d'adéquation prise par la Commission européenne ;
- Des garanties appropriées ont été mises en œuvre conformément au RGPD, comme par exemple :
 - La signature des clauses contractuelles types adoptées par la Commission européenne pour le transfert des données à caractère personnel vers les sous-traitants établis dans les pays tiers (2010/87/UE) ; ou
 - Le recours à des règles d'entreprises contraignantes approuvées ; ou
 - L'application d'un code de conduite approuvé.

Aujourd'hui, les données à caractère personnel que nous transférons directement/indirectement en-dehors de l'Espace Economique Européen sont celles traitées par différents prestataires de services informatiques situés aux États-Unis et qui opèrent conformément à la décision d'adéquation pour les États-Unis (« EU-US Data Privacy Framework »).

K. Faisons-nous usage d'un processus décisionnel automatisé ?

Le traitement des données à caractère personnel réalisé par La Sambrienne dans le cadre de la candidature à un logement social ne prévoit pas de décision automatisée.

* *
*

Version du 6 février 2025